



**CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉNERGIE**  
**DÉCLARATION CGT, CFE-CGC, CFDT ET FO**

Monsieur le Président,

Monsieur le Commissaire du Gouvernement,

C'est un véritable tsunami qui s'est abattu sur EDF et ses personnels lorsqu'ils ont appris la décision du Gouvernement conduisant à ponctionner 8 milliards d'euros sur l'Ebitda du groupe pour sauver ses concurrents.

Cette décision brutale est choquante et inacceptable.

Mais cette décision marque l'aboutissement de l'impasse de l'ouverture des marchés marquée par la loi NOME de 2010, la création de l'ARENH et les mesures d'application mises en place par la CRE :

- Contestabilité des tarifs qui obligent à fixer le niveau des TRV à un niveau calé sur les coûts des concurrents ;
- Répercussions sur les TRV de l'écrêtement par rapport aux volumes d'ARENH demandés par les fournisseurs alternatifs ;
- Choix de prendre les 23 jours de décembre sur le marché de gros pour calculer la hausse de ce TRV, aboutissant à un chiffre absurde de 44 % !

La décision du Gouvernement démontre plus que jamais que la concurrence dans le secteur de l'électricité est une absurdité qui ne profite ni aux consommateurs, ni aux Français, ni à la Nation, mais aux seuls concurrents d'EDF qui vont ainsi bénéficier de subventions indues.

Elle montre aussi que dans cette période préélectorale propice à la démagogie, le Gouvernement préfère sacrifier EDF plutôt que de remettre en cause le dogme du marché.

**Nos 4 organisations estiment que cette décision est inacceptable puisqu'il s'agit ni plus, ni moins, d'une spoliation d'un bien public.**

**Elles la combattront en tous lieux : avec les salariés sur le terrain, mais aussi devant les tribunaux.**

**Cette spoliation d'EDF ne passera pas !**

**Le Gouvernement doit en être convaincu !**